

NON À L'AUSTÉRITÉ

POUR LES PATRONS TOUT EST BON DANS LE MACRON !

Depuis le début de la crise, les gouvernements successifs appliquent une **politique d'austérité** basée sur :

- la baisse de la rémunération du travail,
- la réduction des dépenses publiques,
- la casse des garanties collectives des salariés.

→ **Le résultat** : chômage de masse, précarité et accroissement de la pauvreté !

La dernière réforme des retraites a repoussé l'âge de départ de 2 ans, l'accord interprofessionnel de 2013 qui a engendré la loi de sécurisation de l'emploi facilitant les licenciements et le pacte de responsabilité qui attribue 40 milliards aux entreprises et une réduction de moyens publics, toutes ces réformes ont aggravé les conditions de vie des populations.

Ce sont les mêmes méthodes qui ont été appliquées en Grèce, en Espagne et au Portugal notamment, aggravant toujours plus la situation économique de ces pays !

Le projet de **loi Macron** s'inscrit dans la même lignée.

L'état sert les entreprises et n'est plus au service du « social ».



Projet particulièrement régressif, la loi Macron simplifie la vie des employeurs et complique celles des populations :

1. **Travail** : le plus médiatique

- **Le Travail du dimanche et en soirée** : C'est l'activité en continue qui amorce sa banalisation mettant fin progressivement aux compensations salariales car à terme ce travail ne serait plus exceptionnel. **Il s'agit ni plus ni moins de la fin du repos dominical.**

2. **Justice** :

- des plans de **licenciements** collectifs dans les entreprises (PSE) **facilités par des règles de plus en plus arbitraires**, et des critères à la seule discrétion des employeurs !
- **la dépossession des élus prud'homaux** de leurs moyens de rendre la justice, renvoyant nombre de litiges vers des juges professionnels,
- la grande **difficulté pour le salarié de trouver un défenseur syndical pour le représenter en justice**,
- la possibilité de court-circuiter le droit du travail et la justice prud'homale par « convention » entre l'employeur et le salarié.

- **Suppression de la compétence des Inspecteurs du travail** en matière d'autorité administrative **pour les contestations de répartition des sièges et des collèges électoraux** lors des élections du personnel et **la dépénalisation du délit d'entrave au fonctionnement des institutions représentatives du personnel !!!**

3. **Urbanisme** :

- Impasse sur le fait que la crise du logement est produite par l'insuffisance des revenus face aux loyers et prix du foncier à caractère spéculatif. C'est, le désengagement du public concernant le financement du logement social. 100 000 demandes de logements sont insatisfaites en IDF chaque année.

4. **Transport** :

- **Met en la concurrence l'autocar et le rail donc la SNCF soit le démantèlement du transport ferré ce qui pose des questions environnementales et de coût !**
- La récente réforme ferroviaire engendre déjà la suppression de 500 emplois à la SNCF.

Il est temps de changer de cap

Ce projet renforce les profits de quelques-uns Et ne répond en rien aux besoins de la population.

Le ministre Macron a dit «*Mon job n'est pas d'aider les entreprises établies, mais de travailler pour les outsiders, les innovateurs* ». Pour lui, les suppressions d'emploi d'aujourd'hui, construiraient les emplois de demain.

Ainsi, dans le même raisonnement, **l'extension du travail du dimanche et de nuit**, ce n'est pas pour protéger les entreprises ni les jobs existants, **c'est pour casser tout ce qui bride l'enrichissement.**

Et enfin l'insécurité des délégués du personnel, c'est pour que personne ne s'y oppose.

Et en plus du projet de loi Macron :

- Les propositions du patronat dans le cadre de la négociation en cours sur le « dialogue social »

- mettent en cause l'existence même des instances représentatives des salariés (CE, CHSCT) !
- Les attaques contre la médecine du travail, *retirées du projet de loi Macron*, seraient insérées dans un autre projet de loi porté par le ministre du travail dès janvier 2015.

Combattre les idées fausses :

Gouvernement et MEDEF tentent de nous faire croire que faciliter les licenciements, alléger la fiscalité des entreprises grâce aux crédits d'impôts (loi de sécurisation de l'emploi et pacte de responsabilité), permettrait le retour de la croissance et de l'emploi. Nous voyons le résultat, le chômage explose.

Imposons d'autres choix :

- ✓ Augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux,
- ✓ le SMIC à 1700 euros, pour relancer la consommation,
- ✓ l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- ✓ le maintien d'un jour de repos commun : le dimanche,
- ✓ limiter au strict nécessaire le travail de nuit, qui détériore gravement à la santé,
- ✓ la retraite à 60 ans maximum, à taux plein,
- ✓ Une politique industrielle répondant aux besoins des populations,
- ✓ la défense et le développement des services publics,
- ✓ le rétablissement de l'organisation des élections prud'homales au suffrage universel,
- ✓ le maintien et l'amélioration de tous les droits des salarié-e-s,
- ✓ la lutte déterminée contre la fraude et l'évasion fiscale,
- ✓ la fin des exonérations de cotisations sociales.

**Pour faire barrage au projet rétrograde lors de sa présentation
au PARLEMENT, rassemblements :**

Lundi 26 Janvier 2015 à 12 heures

- ✓ **A Bayonne, devant la Sous Préfecture**
- ✓ **A Pau, devant la Préfecture**